



## NON A LA CASSE DU SERVICE PUBLIC LES FINANCES PUBLIQUES EN DANGER !

Le 9 avril, la CGT, FO ET SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES, SYNDICATS DE LA DRFIP 76 ont appelé les personnels à rejoindre l'ensemble des salariés, du public comme du privé, à la journée d'action. Avec un agent sur quatre en grève dans notre administration, le mécontentement et les inquiétudes des agents ne peuvent plus être ignorés. Au delà des problèmes de rémunérations et de conditions de vie au travail, les agents ont voulu dans cette action défendre le service public, victime collatérale de la politique d'austérité voulue par ce gouvernement.

Sa déclinaison dans la Fonction Publique exerce ses effets ravageurs sur les services des Finances Publiques et les conditions de travail des personnels :

- Les suppressions d'emplois répétées asphyxient totalement les postes et services. En Seine Maritime, ce sont 41 suppressions d'emplois en 2015 qui viennent s'ajouter aux 46 postes supprimés en 2014. Soit 450 suppressions depuis 2006. Il convient d'y ajouter 53 postes non pourvus. **Ce sont donc 500 emplois manquants dans le département.**

- Sous couvert de préserver les conditions de travail des personnels, la Direction Générale des Finances Publiques réduit les plages d'ouverture au public et continue d'organiser **le repli du maillage territorial.**

- Par le développement de l'administration numérique, bon nombre de structures seront supprimées, sans se préoccuper de principes sans doute considérés comme obsolètes, tels que l'égalité d'accès au service public.

En Seine Maritime, la Directrice va décliner devant la presse « l'excellence » du dispositif de réception du public pour la campagne de déclaration. Dans le même temps, la Direction locale a décidé de réduire les horaires d'accueil du public de tous les sites du département. **Il s'agit d'une baisse drastique de pratiquement 7 heures hebdomadaires par service.**

**La volonté affichée est de contraindre les usagers à se rendre sur Internet.** Nous condamnons cette vision technocratique qui laisse pour compte ceux pour qui l'informatique reste inaccessible. De plus, dans de nombreuses situations, la complexité de la fiscalité rend nécessaire une information personnalisée que ne peut assurer Internet.

Dans un contexte instable où le vivre ensemble est mis à dure épreuve, la suppression des services publics de proximité fragilise encore plus le lien social.

La période qui s'ouvre est décisive pour l'avenir des services publics et de nos missions.

Il est temps de réagir !

AFIN D'ASSURER UN SERVICE PUBLIC DE PROXIMITE ET DE QUALITE.

NOUS EXIGEONS :

L'ARRET IMMEDIAT DES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS,

ET

LE COMPLEMENT DES POSTES NON POURVUS